

Charlie Hebdo : l'EAC présente ses condoléances à la France

APA, 13-01-2015 Arusha (Tanzanie) - La Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), dont certains pays membres ont été frappés par des actes de terrorisme, présente ses condoléances à la France après l'attaque meurtrière qui a frappé la semaine dernière le journal satirique Charlie Hebdo à Paris. L'EAC regroupe le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Burundi et le Rwanda. "Nous exprimons nos condoléances au gouvernement français, au peuple français et aux familles éprouvées", a déclaré le secrétaire général de l'organisation, Richard Sezibera (photo), lors d'une conférence de presse au siège de l'EAC à Arusha, en Tanzanie.

"Le terrorisme est inacceptable pour nous où qu'il se produise. L'Afrique de l'Est a connu des attaques terroristes répugnantes. Nous avons besoin de solidarité pour lutter contre le terrorisme", a ajouté le diplomate qui avait invité la presse pour le bilan de l'EAC au cours de l'année 2014. Le 7 août 1998, deux attaques quasi simultanées avaient touché les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et Dar es-Salaam (Tanzanie). Des voitures piégées de plusieurs centaines de kilos d'explosifs avaient fait 243 morts et des centaines de blessés à Nairobi, tandis qu'à Dar es-Salaam une douzaine de personnes avaient été tuées et quelques centaines blessées. Le Kenya, qui est considéré comme la puissance économique de la région, était une nouvelle fois frappé le 21 septembre 2013 lorsqu'une attaque visant un grand complexe commercial de Nairobi avait fait une soixantaine de morts. Le 11 juillet 2010, à Kampala, en Ouganda, quelque 76 personnes, dont un Américain, avaient trouvé la mort dans l'explosion quasi simultanée de deux bombes. Lors de son message à la Nation dans la nuit du nouvel an, le président tanzanien Jakaya Kikwete a affirmé que son gouvernement avait démantelé en 2014 un « réseau terroriste » responsable, selon lui, de différentes attaques à la bombe et à l'acide dans le pays au cours des deux dernières années. Selon lui, 112 personnes soupçonnées d'implication dans ces attaques ont été arrêtées au cours de l'année dernière, dont 87 ont été traduites en justice.